entretiens avec plusieurs membres du gouvernement canadien, dont le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan, le ministre de l'Expansion économique régionale et conseiller auprès du secrétaire d'État aux Affaires extérieures pour les affaires francophones, M. Pierre De Bané, le ministre de la Santé et du Bien-être social, Mme Monique Bégin, le ministre des Transports, M. Jean-Luc Pepin, ainsi que le ministre d'État aux Finances, M. Pierre Bussières.

Il s'est dégagé de ces entretiens, empreints de cordialité, une grande identité de vues, tant sur les questions d'ordre bilatéral que sur la plupart des grands problèmes internationaux, notamment ceux liés à la paix et à la sécurité en Afrique.

Sur la question Nord-Sud, le ministre Aké s'est félicité du rôle particulièrement actif joué par le gouvernement canadien en vue de la relance du dialogue Nord-Sud et il a apprécié la compréhension du Canada à l'égard de la situation économique des pays en développement, notamment en ce qui concerne la juste rémunération des prix des matières premières et la stabilisation de leur cours.

Les deux délégations se sont félicitées du climat constructif et ouvert qui a marqué les travaux. Elles ont observé, à cet égard, que les résultats très positifs auxquels la réunion a donné lieu ne manqueraient pas d'imprimer un nouvel élan à la coopération entre les deux pays.

Contributions canadiennes à des organisations des Nations Unies

La délégation canadienne à l'Assemblée générale versera des contributions à trois des principaux fonds du système des Nations Unies pour le développement, lors de la Conférence des Nations Unies prévue à cette fin, a annoncé le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mark MacGuigan.

En 1982-1983, le gouvernement canadien consentira $49 millions au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), $11 millions au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et $8,5 millions au Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population.

Ces montants d'argent qui doivent être soumis à l'approbation du Parlement canadien, représentent une augmentation d'environ 10 p. cent par rapport aux contributions de 1981-1982.

Tendance de l'immigration pour les trois prochaines années

Pour la première fois, le gouvernement a fixé pour une période de trois ans le nombre d'immigrants qui seront admis au Canada. (Jusqu'ici ce nombre était établi chaque année.)

Le nombre d'immigrants admis au Canada variera entre 130 000 et 135 000 en 1982, entre 134 000 et 144 000 en 1983, et entre 130 000 et 145 000 en 1984. Ces niveaux, établis après consultation avec les gouvernements provinciaux et avec des organismes du secteur privé, ne sont pas rigides et peuvent, au besoin, être révisés chaque année.

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M. Lloyd Axworthy, a annoncé cette nouvelle lors de la présentation à la Chambre des communes du *Rapport annuel sur les niveaux d'immigration déposé au Parlement — 1982.*

Le gouvernement mettra l'accent sur la formation de Canadiens pour répondre à certains besoins spéciaux du marché du travail, mais le Canada admettra des travailleurs étrangers pour combler les pénuries immédiates et aiguës de main-d'oeuvre. Au cours des trois prochaines années, et sur recommandation du Groupe d'étude de l'évolution du marché du travail, de l'ensemble des immigrants, de 20 000 à 25 000 seront des travailleurs spécialisés.

Le nombre estimatif de réfugiés parrainés par le gouvernement est établi à 14 000 pour l'année prochaine. M. Axworthy a fait observer qu'en raison "de l'évolution constante de la situation des réfugiés dans le monde, il n'est pas possible de déterminer plus d'un an à l'avance le nombre de réfugiés que l'on pourrait admettre". Au cours des cinq dernières années, a ajouté M. Axworthy, le Canada a réétabli plus de réfugiés par rapport à sa population totale que n'importe quel autre pays, ce qui en fait l'un des trois principaux pays d'accueil des immigrants et des réfugiés avec l'Australie et les États-Unis.

Le ministre des Affaires des anciens combattants en France

Le ministre des Affaires des anciens combattants, M. Bennett Campbell, a participé, en France, aux cérémonies commémorant le soixante-troisième anniversaire de l'armistice de 1918. Sur la photo, prise à Vimy le 8 novembre, on reconnaît, dans l'ordre habituel: le major général F. Richard, commandant des Forces armées canadiennes en Europe, le général d'Harcourt, commandant de la 2e Région (France), M. Pierre Cazejust, préfet du Pas-de-Calais, M. Campbell et M. Michel Dupuy, ambassadeur du Canada en France. Le ministre Campbell était accompagné d'une dizaine d'anciens combattants canadiens, as de l'aviation de combat des deux guerres mondiales qui se sont joints à d'autres pilotes venus de huit pays, dont l'Autriche et la République fédérale d'Allemagne.